

Brochure n° 3265

Convention collective nationale
IDCC : 1672. – SOCIÉTÉS D'ASSURANCES

ACCORD DU 6 DÉCEMBRE 2010
RELATIF À L'ASSOCIATION DE SURVEILLANCE
DES ACTIVITÉS DE RETRAITE ET DE PRÉVOYANCE
NOR : ASET1150684M

Entre :

La FFSA ;

Le GEMA,

D'une part, et

La FS CFDT (assurances) ;

La CSFV CFTC ;

La FSPBA CGT ;

La FEC FO,

D'autre part,

Vu les statuts de l'association de surveillance des activités retraite et prévoyance assurances (ASARPA), mis à jour au 1^{er} juin 2008 ;

Vu le protocole d'accord du 14 décembre 2009 concernant, notamment, l'association précitée,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les statuts de l'association de surveillance des activités retraite et prévoyance assurances (ASARPA) figurant en annexe au présent accord se substituent à ceux actuellement en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2011.

Article 2

Les formalités légales de dépôt seront accomplies par le secrétariat de l'association agissant pour le compte des signataires.

Fait à Paris, le 6 décembre 2010.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE
STATUTS
(MIS À JOUR AU 1^{ER} JANVIER 2011)⁽¹⁾

Article 1^{er}

Constitution

Entre les organisations signataires de la convention de retraites et de prévoyance du personnel des sociétés d'assurances du 5 mars 1962, ou ayant donné postérieurement leur adhésion à celle-ci, et de l'accord professionnel du 7 octobre 2004, il est fondé une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et par lesdits statuts.

Celle-ci est dénommée « Association de surveillance des activités retraite et prévoyance assurances (ASARPA) ».

Article 2

Objet

Cette association a pour objet d'assurer, au sein du groupe B2V dans lequel sont gérés, dans le cadre de contrats de coassurance, les régimes de retraite et de prévoyance des salariés et retraités des sociétés d'assurances, la représentation des activités les concernant qui ne relèvent de la compétence ni d'institutions de retraite complémentaire (CIRESA et IRICASA) ni de la CREPSA.

A ce titre, l'association est membre coopté de l'association sommitale dudit groupe de protection sociale.

Article 3

Siège social

Le siège social de l'association est fixé 26, boulevard Haussmann, 75311 Paris Cedex 09.

Il peut être transféré en tout autre lieu par décision du conseil d'administration.

Article 4

Membres

Sont membres de l'ASARPA :

- les organisations d'employeurs auxquelles sont adhérentes les sociétés entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales de travail des 13 novembre 1967, 27 mars 1972, 27 mai 1992 et 27 juillet 1992 ou de l'accord du 3 mars 1993 concernant les cadres de direction des sociétés d'assurances ;
- les organisations syndicales de salariés représentatives au niveau de la branche.

Article 5

Composition du conseil d'administration

L'association est administrée par un conseil de 16 membres comprenant, pour moitié, des représentants des organisations d'employeurs et, pour moitié, des représentants des organisations syndicales de salariés.

Les représentants des organisations d'employeurs sont désignés par la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA) et le groupement des entreprises mutuelles d'assurances (GEMA).

(1) Compte tenu des protocoles d'accord des 7 octobre 2004, 30 avril 2008, 14 décembre 2009 et 6 décembre 2010.

Les représentants des organisations syndicales de salariés sont désignés par les fédérations syndicales représentatives au niveau de la branche.

Chaque fédération syndicale dispose d'un administrateur. Les sièges restant à pourvoir sont répartis entre elles à raison, pour chacune d'elles, d'un nombre de sièges fixé d'après le nombre de voix qu'elles ont respectivement obtenu au premier tour des élections des titulaires des comités d'entreprise (ou des délégations uniques du personnel ou, à défaut, des délégués du personnel) les plus récentes sur le plan professionnel, toutes catégories de personnel confondues ⁽¹⁾.

Les organisations d'employeurs ont la faculté de désigner 5 membres suppléants. Il en est de même pour les organisations syndicales de salariés à raison d'un membre suppléant pour chacune d'elles.

Les administrateurs suppléants sont conviés à participer aux réunions du conseil d'administration mais n'auront voix délibérative qu'en l'absence des titulaires.

Article 6

Mandat d'administrateur

Le mandat des administrateurs est fixé à 6 ans. Il est renouvelable.

La validité du mandat d'administrateur cesse lorsque l'organisation au titre de laquelle il a été désigné notifie à l'association qu'il n'est plus habilité à la représenter.

Les fonctions d'administrateur sont gratuites. Toutefois, les frais de transport, de repas et d'hébergement sont remboursés dans les conditions fixées par l'annexe IV à la convention collective du 27 mai 1992.

Article 7

Présidence et vice-présidence

Le conseil élit tous les 3 ans, à la majorité simple, parmi ses membres, un président et un vice-président. La présidence et la vice-présidence doivent alterner tous les 3 ans entre les deux collèges, sauf renonciation expresse du collège appelé à la présidence.

Le président et le vice-président représentent conjointement l'association dans tous les actes de la vie civile et dans les limites des attributions confiées par le conseil.

Le président et/ou le vice-président peuvent être remplacés à tout moment par décision du conseil d'administration.

Le président fixe l'ordre du jour et préside les réunions du conseil.

Article 8

Réunions. – Délibérations. – Procès-verbaux

Le conseil se réunit chaque fois qu'il est nécessaire, et au moins deux fois par an.

Pour l'accomplissement de ses missions telles que définies à l'article 9, il reçoit toutes informations nécessaires du ou des organismes gestionnaires des régimes concernés.

Les décisions du conseil sont prises à la majorité des membres assistant à la séance et ayant droit de vote. Elles ne sont valables que si, dans chaque collège, le nombre des présents est au moins égal à la moitié des administrateurs titulaires.

Les délibérations du conseil sont constatées par des procès-verbaux conservés par le secrétariat de l'association et signés par le président de séance après leur approbation par le conseil.

(1) Par exception, pour la période allant du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2016, les résultats des élections retenus seront ceux des élections des délégués du personnel (premier et second tours) les plus récentes sur le plan professionnel, toutes catégories de personnel confondues.

Article 9

Attributions du conseil d'administration

Le conseil d'administration a pour attributions :

1. D'examiner les conditions et résultats de la mise en œuvre des accords collectifs de branche en vigueur concernant les régimes de retraite et de prévoyance visés à l'article 2.
2. D'assurer un rôle de surveillance et de contrôle de l'équilibre financier des régimes visés à l'article 2.

A ce titre, il examine annuellement, avant le 31 octobre, pour chacun des contrats d'assurance afférents à ceux-ci, un rapport détaillé sur les résultats de l'exercice précédent, ainsi qu'une analyse prospective ⁽¹⁾ des résultats probables de l'exercice en cours. Ces documents lui sont adressés par le ou les organismes gestionnaires des régimes 15 jours au moins avant la réunion concernée du conseil d'administration.

Dans le cadre de cette mission, le conseil d'administration peut formuler :

- des demandes d'informations sur les modes de fonctionnement des services du ou des organismes gestionnaires (indicateurs de gestion, délais de versement des prestations...) ;
- des observations sur des éventuels dysfonctionnements opératoires auxquels il faudrait remédier ;
- des demandes d'amélioration de la qualité des services rendus.

3. De passer tous contrats, conventions ou actes nécessaires à l'application des règlements du régime professionnel de prévoyance (RPP) et du régime d'assurance maladie des allocataires (RAMA) avec le ou les organismes assureurs de chacun de ces régimes.

4. De proposer à la commission paritaire professionnelle, après élaboration d'un cahier des charges et appel d'offres, la candidature d'un ou de plusieurs organismes gestionnaires du ou des contrats d'assurance afférents au RPP, conformément à l'article 39 du règlement de ce régime.

5. De référencer, selon les critères objectifs déterminés par le règlement du RPP, les organismes assureurs souhaitant participer au mécanisme de coassurance du régime, conformément à l'article 40 du règlement de ce régime.

6. D'intervenir, en application de l'article 45 du règlement du RPP, dans le cadre de la mise en œuvre du mécanisme de régulation paritaire du régime.

7. De décider du transfert du siège social de l'association, conformément à l'article 3 des présents statuts.

8. De décider des modifications à apporter aux présents statuts après accord de la commission paritaire professionnelle, conformément à l'article 11 ci-après.

9. De décider de la dissolution de l'association et d'y procéder après accord de la commission paritaire professionnelle, conformément à l'article 12 ci-après.

Dans le cadre de ses attributions, le conseil d'administration peut, si nécessaire, faire appel à un expert désigné par lui.

Pour mener à bien ses missions, le conseil d'administration dispose des moyens mis à sa disposition par le groupe B2V.

Article 10

Secrétariat de l'association

Le secrétariat de l'association est assumé par la FFSA.

(1) Cette analyse prospective ne concerne que le régime professionnel de prévoyance (RPP) et le régime d'assurance maladie des allocataires (RAMA).

Article 11

Modification des statuts

Les modifications à apporter aux présents statuts sont décidées par le conseil d'administration après accord de la commission paritaire professionnelle.

Article 12

Durée. – Dissolution

L'association est constituée pour une durée illimitée, à effet du 1^{er} décembre 2004.

La dissolution de l'association ne peut intervenir que par décision du conseil d'administration après accord de la commission paritaire professionnelle.

Article 13

Dépôt des statuts

Les présents statuts font l'objet du dépôt légal par le secrétariat de l'association agissant pour le compte des signataires.